



INFLATION : LA BOUCLE « PRIX-PROFIT » NE FAIT PLUS AUCUN DOUTE

Mémo N°127

Depuis la résurgence de l'inflation mi-2021, le gouvernement utilisait tous les arguments à sa disposition pour ne pas augmenter les salaires, parmi lesquels l'éventuelle boucle « prix-salaires » qui pourrait en découler. Or, comme on l'[écrit](#) depuis un moment à la CGT, l'inflation actuelle n'a rien à voir avec une telle boucle, mais tire sa source des comportements opportunistes de certaines entreprises, consistant à augmenter leurs prix davantage que la hausse des coûts à laquelle ils faisaient face. C'est ce qu'on appelle aussi la boucle « prix-profit », dont l'existence est aujourd'hui confirmée par un ensemble d'institutions économiques comme le [FMI](#)...loin d'être orientées à gauche !

1. Le point sur l'inflation

Selon les dernières [publications](#) de l'Insee, les prix auraient augmenté de 0,2 % en juin 2023 par rapport à mai et de 4,5 % depuis juin 2022. Si l'on se réfère à l'indice européen harmonisé, légèrement différent, les prix auraient gonflé de 5,3 % pour la France sur un an. Il faut bien le dire : l'inflation est donc encore loin d'être de l'histoire ancienne ; attention à la [rhétorique](#) patronale et gouvernementale sur le sujet !

Pour autant, il semble y avoir un ralentissement après l'accélération des prix les mois précédents. Mais ce ralentissement apparent appelle plusieurs commentaires.

D'abord, on reste très au-dessus des 2 % considérés par les traités européens comme un objectif à atteindre : la politique économique et monétaire qui chercherait à s'en rapprocher passerait certainement par une austérité renforcée, impliquant une stagnation voire une récession, avec des conséquences dramatiques sur l'emploi.

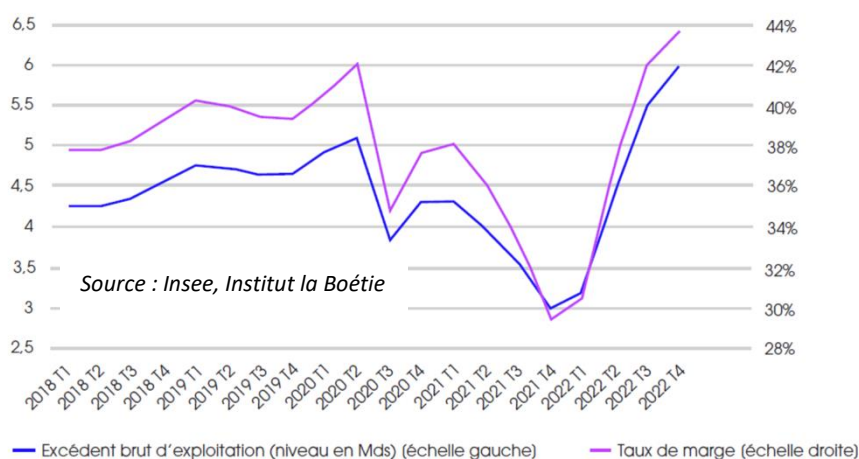
Ensuite, en comparant les prix de juin 2023 à ceux de juin 2022, on se réfère notamment à des prix qui étaient extrêmement élevés au printemps de cette année-là. Partant de ce point très haut, les prix de l'énergie baissent de 3% sur un an, ce qui tire l'indice général des prix vers le bas, mais les prix de l'énergie restent à un très haut niveau. Ils sont en effet environ 50% au-dessus de ce qu'ils étaient en 2015 !

Enfin, si l'indice général (l'IPC) semble un peu calmé, il cache une forte variabilité entre les éléments qu'il agrège. Ainsi, les prix de l'alimentation auraient augmenté de 13,6% sur 12 mois, ce qui est insupportable, notamment pour les étudiant·es et pour les ménages à budgets contraints. D'après certain·es spécialistes de l'inflation, nous vivons en ce moment-même la plus forte hausse des produits alimentaires de ces quarante dernières années¹ !

2. La confirmation d'une boucle « prix-profit »

Restons encore un moment sur le cas de l'alimentaire, particulièrement éclairant sur les dynamiques à l'œuvre. Comment expliquer que les prix aient continué d'augmenter puis se soient maintenus à un niveau élevé, alors même que le cours des matières premières alimentaires a baissé depuis le pic de l'été 2022 ?

¹ Voir l'interview de F. Jany-Catrice [ici](#).



Parce que les industriels et la grande distribution profitent de ce que l'on s'est « habitué » à des prix élevés pour les maintenir alors que leurs coûts d'approvisionnement ont baissé.

C'est ce qu'on appelle « l'effet cliquet », qui alimente des profits considérables, et qui explique que les taux de marge dans l'alimentaire n'est jamais été aussi hauts !

Figure 1 : Évolution du taux de marge de l'industrie agroalimentaire

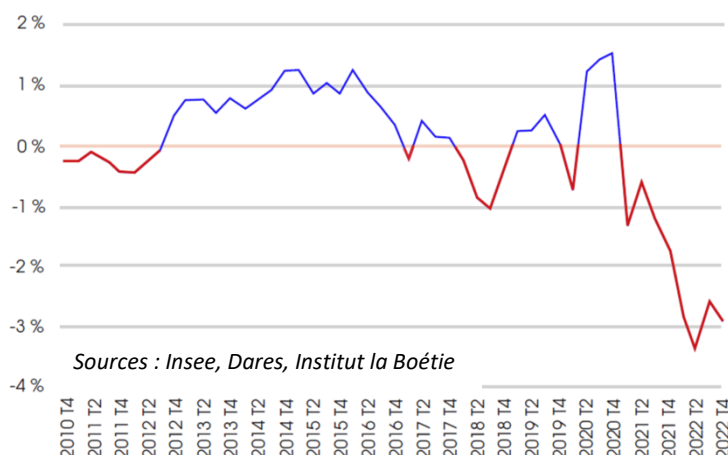
Une [étude](#) très récente du centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) permet de compléter l'analyse. D'après les chercheurs, « la coexistence, dans certains secteurs, d'une faible concurrence et d'une exposition de l'ensemble du secteur au choc énergétique a permis à ces entreprises de se coordonner implicitement pour augmenter leurs prix au-delà du choc initial ». Le comportement opportuniste ainsi décrit est précisément ce qu'on appelle une boucle « prix-profit » ! Or, l'industrie alimentaire est loin d'avoir été le seul secteur à pratiquer ainsi. C'est également le cas des transports, ou encore de l'énergie, dont les taux de marge ont littéralement explosé.

En résumé, on peut laisser la parole au FMI, qui reconnaît que la hausse des bénéfices des entreprises a été le principal contributeur à l'inflation en Europe au cours des deux dernières années, les entreprises ayant augmenté leurs prix plus que la flambée des coûts de l'énergie importée. Le diagnostic de la Banque centrale européenne est similaire. Il n'y a nullement en France et en Europe une boucle « prix-salaires » où les revendications d'augmentation des salaires justifieraient une hausse des prix mais bel et bien une « boucle prix-profits » où certaines entreprises, principalement parmi les plus grandes et celles qui opèrent à l'international, alimentent parallèlement l'inflation et leurs marges bénéficiaires.

La vie chère actuellement subie par les consommateur·rices, notamment les titulaires de revenus modestes et moyens, s'explique donc pour l'essentiel par les marges des industriels et des distributeurs !

3. Sans hausse suffisante des salaires, le pouvoir d'achat décroche !

Figure 1 : Évolution du salaire mensuel de base corrigé de l'inflation



Lorsque les salaires n'augmentent pas de manière à compenser l'inflation, comme en ce moment, notre salaire nous permet d'acheter moins de choses qu'auparavant. C'est donc que l'on perd du pouvoir d'achat. Autrement dit, notre salaire réel baisse, quand bien-même il augmenterait en niveau. Comme le montre la figure 2, le salaire réel plonge depuis mi-2021, ce qui correspond en moyenne à une perte de 3% de pouvoir d'achat.

Augmenter les salaires, notamment les bas salaires, est une exigence de justice sociale. Des travaux de l'IRES et de l'UNAF, notamment, indiquent qu'on ne peut certainement pas vivre correctement aujourd'hui avec un revenu inférieur à 2 000 euros par mois. En deçà, des privations sont généralement nécessaires, d'autant plus cruelles qu'on est éloigné de ce seuil. De plus, en cas de hausse des prix des biens et services de base (alimentation, énergie...), les personnes sont prises à la gorge et contraintes de renoncer à l'indispensable, ou à puiser dans leur épargne – si elle existe – ou à emprunter si elles le peuvent.

Augmenter les salaires, c'est aussi une nécessité économique : des salaires meilleurs, non précaires, en progression au cours de la vie sont un gage de sérénité pour les travailleurs et travailleuses et d'efficacité dans chaque entreprise. Au niveau de l'ensemble du pays, les salaires constituent une source de revenus importante, et donc un débouché pour les productions via la consommation des ménages.

A contrario, la baisse des salaires réels nuit au dynamisme de l'économie qui repose alors principalement sur les dépenses des plus aisés ou sur des exportations. Le regain de l'inflation, et la baisse des salaires réels que cela implique, se traduit d'ailleurs déjà par l'atonie de la consommation des ménages. Elle est très nettement orientée à la baisse depuis l'été 2021, ce qui risque à termes d'avoir des conséquences très lourdes sur l'emploi.

Face à ce décrochage de taille du pouvoir d'achat, le gouvernement persiste à ne pas vouloir augmenter les salaires. Après l'échec de la loi pouvoir d'achat de l'été 2022, qui rassemble des mesures bénéficiant in fine surtout aux plus aisés en lieu et place des plus modestes, le gouvernement a organisé les négociations interprofessionnelles sur le « partage de la valeur ». Si ces négociations se sont soldées par un accord, la CGT n'a eu d'autre choix que de refuser sa signature. En effet, comment parler du partage de la valeur sans parler des salaires ? Cette question n'a pas l'air d'étouffer la majorité en place. En plus de poursuivre la diminution des ressources de la protection sociale, cet accord porte sur des éléments de primes et d'épargne salariale... qui se substituent aux augmentations de salaire !

Bref, sur la question de l'inflation aussi, on n'échappe pas à la lutte des classes.

A retenir :

- L'inflation ralentie mais les prix continuent d'augmenter
- Attention à l'indice global, qui cache des disparités importantes

- La vie chère actuellement subie par les consommateur·rices, notamment les titulaires de revenus modestes et moyens, s'explique pour l'essentiel par les marges des industriels et des distributeurs : **c'est la boucle « prix-profit »**
- Puisque les salaires ne suivent pas l'inflation, la perte de pouvoir d'achat continue de s'accroître. Il y a urgence à augmenter les salaires !
- Cela commence par un Smic à 2 000 bruts, et la mise en place de l'échelle mobile des salaires

Montreuil, le 10 juillet